

CONFÉRENCE DE PRESSE

BUDGET DE L'ÉTAT : EN QUÊTE DE STABILITÉ DANS UN ENVIRONNEMENT TOURMENTÉ

18 novembre 2021

Carlo Thelen, Directeur général

Christel Chatelain, Head of Economic Affairs



**Un budget qui
s'inscrit dans un
environnement
économique
paradoxal**

Un environnement économique paradoxal

D'un côté, une reprise dynamique

- **Economie mondiale** : PIB supérieur au niveau d'avant pandémie
- **Europe et Etats-Unis** : reprise soutenue portée par le maintien de programmes d'aide aux entreprises et la consommation des ménages
- **Zone euro** : acquis de croissance autour de 5% pour 2021
- **Luxembourg** : 2 bonnes nouvelles
 - au 2^e trimestre 2021, PIB luxembourgeois 3,6% au-dessus de son niveau d'avant-crise, alors que celui de la Zone euro est inférieur de 3% à celui-ci
 - si le PIB ne progresse que de +0,5% au cours des 3^e et 4^e trimestres, acquis de croissance de +6,1% pour 2021

Un environnement économique paradoxal

De l'autre, des incertitudes et des défis persistants

- Tensions sur les chaînes de valeur internationales du fait de la reprise économique
 - augmentation des prix des matières premières et pénurie
 - goulets d'étranglement dans les chaînes logistiques internationales en général
 - augmentation des coûts de transport maritime en particulier
- Hausse des prix de l'énergie qui engendre des poussées inflationnistes
- Incertitude quant au rythme du processus de normalisation graduel de la politique monétaire aux USA et en Zone euro
- A quand la fin de la pandémie ?

Un contexte incertain mais un budget 2022 aux accents optimistes



Des dépenses qui grimpent toujours après une année 2020 exceptionnelle

2020	2021		2022		2023	2024	2025	Taux de croissance annuel moyen entre 2010 et 2020	
	budget voté	prévisions							
22 126	21 985	22 705	23 483		24 612	25 506	26 439		5,5%
			<i>par rapport à 2021 budget voté</i>	<i>par rapport à 2021 prévisions</i>					
	-0,6%	2,6%	6,8%	3,4%	4,8%	3,6%	3,7%		

Entre 2020 et 2022 : + 1,4 milliard d'euros en à peine 2 ans

De 2023 à 2025, croissance moyenne des dépenses de 4%. Faible ?

Administration centrale	2021		2022		2023		2024		2025
	LPFP	PLPFP	LPFP	PLPFP	LPFP	PLPFP	LPFP	PLPFP	PLPFP
	2020-2024	2021-2025	2020-2024	2021-2025	2020-2024	2021-2025	2020-2024	2021-2025	2021-2025

Dépenses	21.985	22.705	22.718	23.483	23.359	24.612	24.090	25.506	26.439
variations budget 2021-2022		+3,3%		+3,4%		+5,4%		+5,9%	

! Objectif très louable, mais qui doit se concrétiser

! Revues subséquentes à la hausse par rapport à l'année dernière

Des recettes qui s'envolent sous l'effet d'une économie dynamique

2020	2021		2022		2023	2024	2025	Taux de croissance annuel moyen entre 2010 et 2020	
	budget voté	prévisions							
18 927	19 282	21 335	22 253		23 421	24 566	25 727		4,6%
			<i>par rapport à 2021 budget voté</i>	<i>par rapport à 2021 prévisions</i>					
	1,9%	12,7%	15,4%	4,3%	5,2%	4,9%	4,7%		

2021 : 2,1 milliards d'euros de plus que le montant voté

2022 : hausse spectaculaire de 15% par rapport au budget voté pour 2021

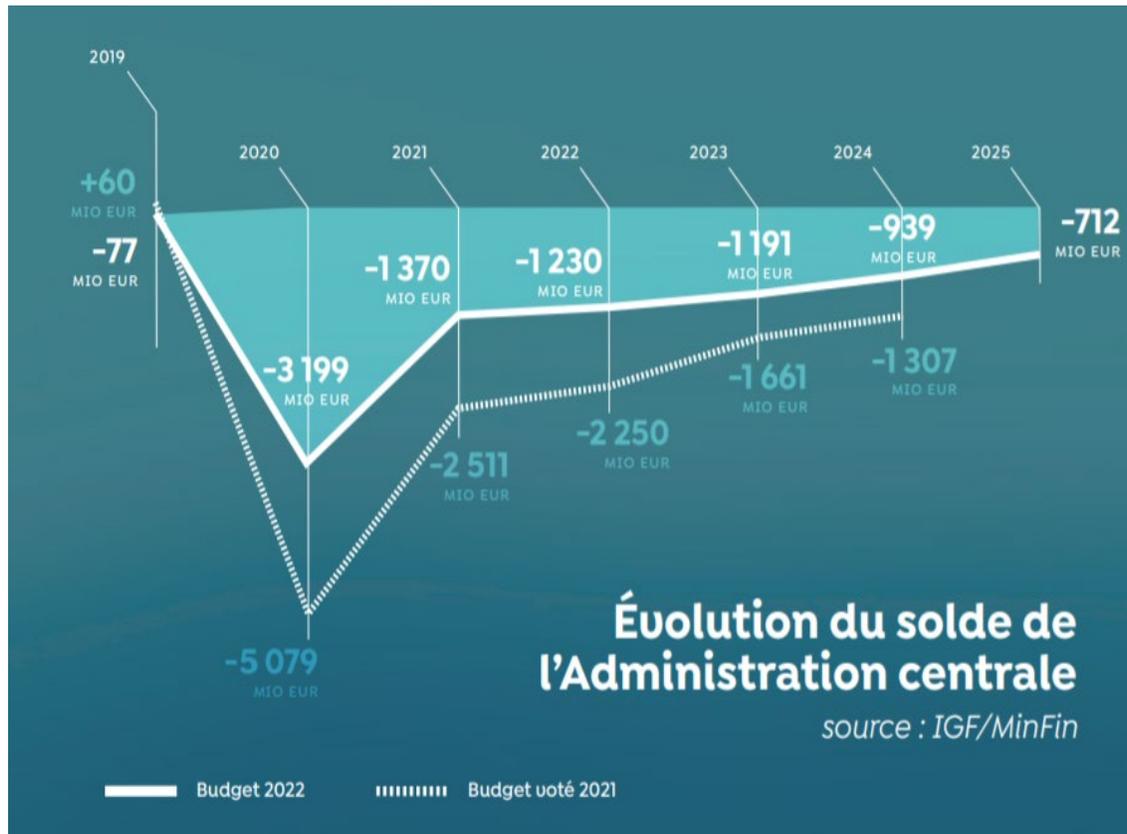
! Les principales recettes fiscales ont fait des bonds substantiels

2023 et 2024 : hausses de l'ordre de +8% par rapport aux prévisions de 2020

! Prévisions empreintes d'un grand optimisme et tributaires d'une reprise dynamique et durable

Administration centrale	2021		2022		2023		2024		2025
	LPFP	PLPFP	LPFP	PLPFP	LPFP	PLPFP	LPFP	PLPFP	PLPFP
	2020-2024	2021-2025	2020-2024	2021-2025	2020-2024	2021-2025	2020-2024	2021-2025	2021-2025
Recettes	19.282	21.335	20.469	22.253	21.698	23.421	22.784	24.566	25.727
variations budget 2021-2022		+10,6%		+8,7%		+7,9%		+7,8%	

Des **soldes** négatifs divisés par deux, mais élevés en perspective historique



2020

Budgétisé à -5.079 millions d'euros (-8,6% du PIB)

Devrait atteindre -3.199 millions d'euros (-5,0% du PIB)

Amélioration substantielle de 1,9 milliard d'euros

2022

Déficit se réduirait de moitié, pour atteindre -1.230 millions d'euros, soit -1,7% du PIB

Administrations de sécurité sociale

18.11.2021

Des dépenses au rythme de croissance soutenu

En **2022** : dépenses poursuivent leur tendance haussière, +4,8%, et ce malgré l'envolée des niveaux de dépenses des deux années antérieures

En **2025** : forte accélération du rythme de progression, sous l'effet des dépenses de l'assurance pension, de l'assurance maladie-maternité et de l'assurance dépendance

Des recettes portées par l'emploi et la conjoncture économique

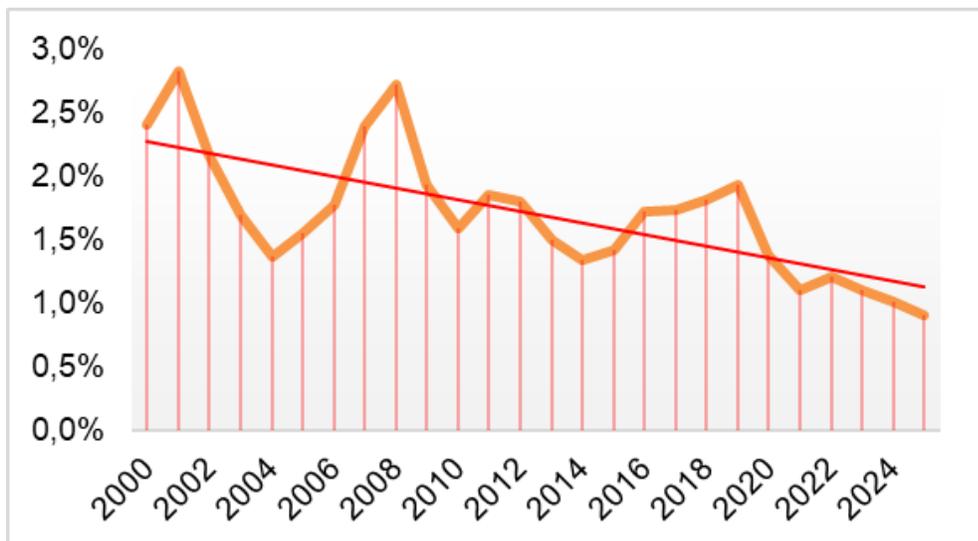
En **2022** : progression à hauteur de la moyenne historique des 10 dernières années, de +5%

Entre **2022 et 2025** : progression annuelle moyenne de 4,8%, rythme qu'il conviendra de maintenir afin de compenser un tant soit peu la vigueur des dépenses

Administrations de sécurité sociale

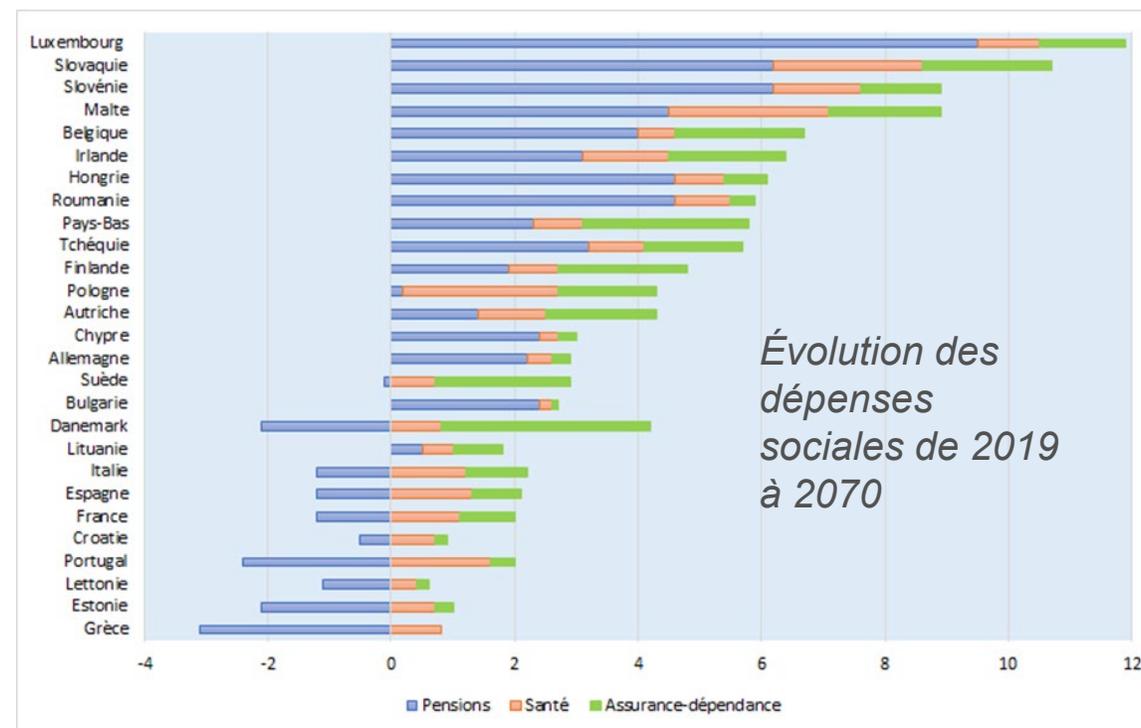
18.11.2021

Un **solde** soumis à la pression démographique



	2020	2021	2022	2023	2024	2025
en millions EUR	880	785	853	846	781	700
en % du PIB	1,4%	1,1%	1,2%	1,1%	1,0%	0,9%

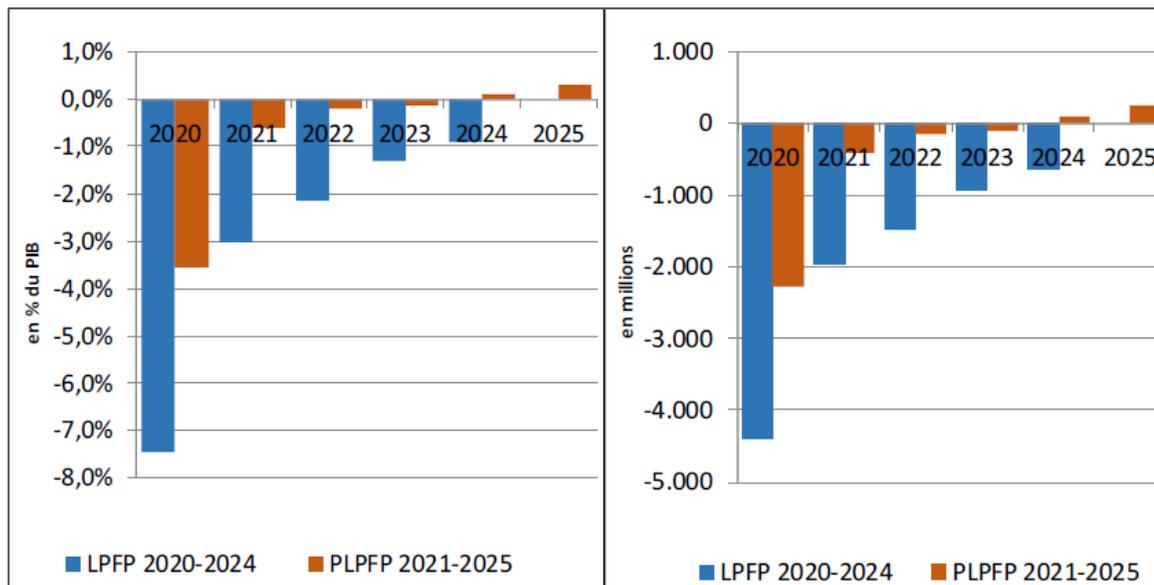
Un solde en nette décroissance



Des dépenses de sécurité sociale qui enregistreraient au Luxembourg la plus forte progression parmi l'ensemble des pays de l'UE sous l'impulsion des pensions principalement

Tendances induites par les sous-secteurs de l'Administration publique : des prévisions et des recettes revues à la hausse, mais des dépenses qui peinent à freiner

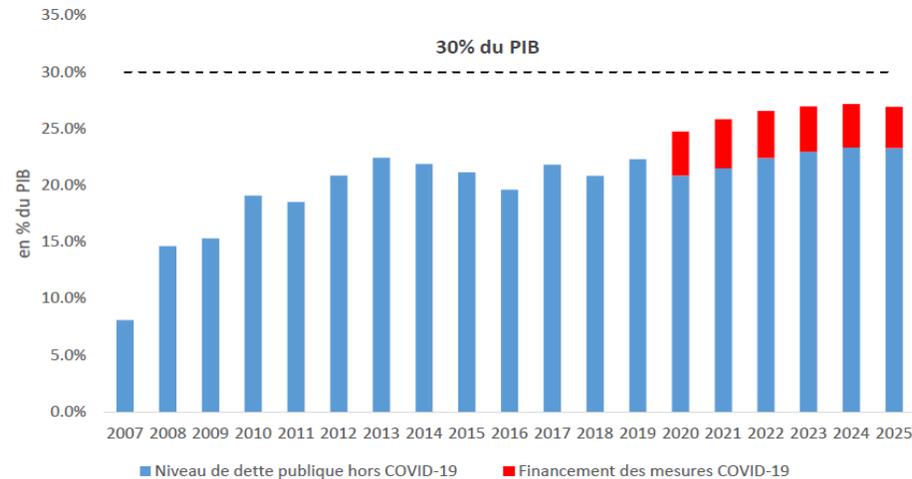
Solde devrait redevenir excédentaire en 2024 et le rester en 2025



Intégration d'une marge de manœuvre financière permettant de couvrir anticipativement la matérialisation des risques ?

Dette publique

18.11.2021



Hausse de la dette en valeur absolue jusqu'en 2025, mais pas en pourcentage du PIB, en raison de la croissance soutenue de ce dernier



La crise a eu un impact négatif sur l'endettement de l'Etat, ce qui induit une dette publique record



Grand défi : rétablir à moyen terme l'équilibre des comptes publics et renverser l'augmentation de la dette publique au vu des défis qui attendent le pays

	millions EUR	% du PIB
2020	15 895	24,8%
2021	17 910	25,8%
2022	19 223	26,6%
2023	20 315	27,0%
2024	21 329	27,2%
2025	22 041	26,9%

Le Luxembourg à l'heure des transitions



La transition vers une économie plus diversifiée

La transition digitale

La transition environnementale et énergétique



1. La transition vers une économie plus diversifiée

Besoin du Luxembourg d'une croissance économique relativement soutenue sur le long terme

versus

Multiples obstacles à cette croissance et déjà des « goulets d'étranglement »

=

Nécessité d'une relance plus « qualitative » orientée vers des secteurs à haute valeur ajoutée, sans oublier les activités existantes

Nécessité d'une diversification économique dynamique, cohérente et qualitative

Des conditions de base pour une stratégie réussie

18.11.2021

Investissements publics

Les infrastructures doivent constamment être maintenues à un haut niveau et rester dans le « top » mondial

Effort inédit en matière de RDI et veiller à susciter des retombées sur le terrain

Main-d'œuvre suffisamment qualifiée en phase avec l'évolution des compétences dans un monde du travail de plus en plus complexe

Logement

Augmentations continues et sensibles des prix qui diminuent l'attrait du pays pour les travailleurs, dans un contexte de pénurie de la main-d'œuvre

Nécessité d'un « terreau favorable »

Main-d'œuvre en quantité suffisante malgré drainage important vers le secteur public

Ciblage d'un certain nombre de secteurs à haut potentiel, en valorisant les branches à haute valeur ajoutée existantes

Fiscalité des entreprises attractive dans un cadre fiscal international porteur de défis, afin de garantir un environnement économique et entrepreneurial favorable

Que prévoit le budget au niveau de ces conditions ?

18.11.2021

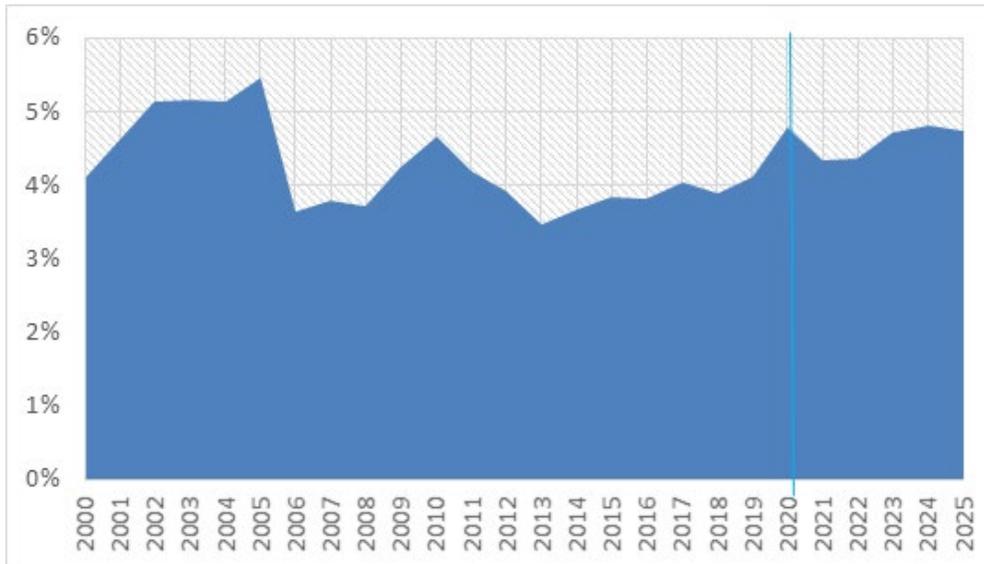
Les investissements en infrastructures

4,2% du PIB entre 2000 à 2019

5% du PIB de 2002 à 2005

4,7% du PIB entre 2022 et 2025 selon le PLPFP

remet en perspective le « record »



Le logement

Pacte Logement 2.0

	2021	2022	2023	2024	2025
Projet de programmation pluriannuelle 2020-2024	4.401	21.925	40.833	43.463	/
Projet de programmation pluriannuelle 2021-2025	6.000	27.215	29.627	31.925	33.526
Evolution	+1.599 (+36,3%)	+5290 (+24,1%)	-11.206 (-27,4%)	-11.538 (-26,5%)	/ (/)

Aides à la pierre pour construction d'ensembles

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Projet de programmation pluriannuelle 2020-2024	81.520	136.500	166.353	211.353	204.423	/
Projet de programmation pluriannuelle 2021-2025	96.483	165.468	300.239	322.322	340.964	329.612
Evolution	+14.963 (+18,3%)	+28.968 (+21,2%)	+133.886 (+80,4%)	+110.969 (+52,5%)	+136.541 (+66,7%)	/ (/)

- ↳ besoin de solutions pour les entreprises souhaitant s'engager dans la mise à disposition de logements à leurs collaborateurs
- ↳ besoin d'impliquer le secteur privé dans la construction
- ↳ besoin d'une réforme de l'impôt foncier

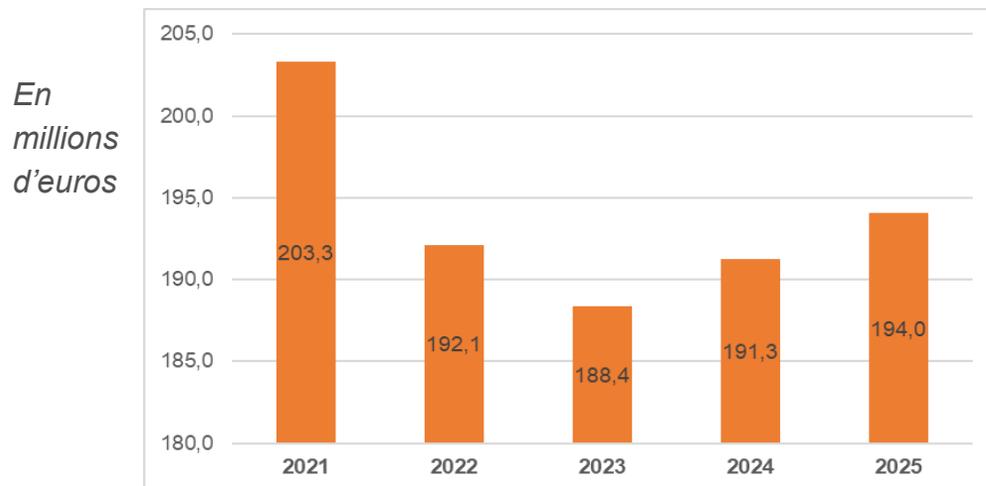
Que prévoit le budget au niveau de ces conditions ?

18.11.2021

Les qualifications - la formation

Les dépenses totales de formation déclineraient

- en montants absolus, de -1,2%
- en % du PIB, de 0,29% du PIB en 2021 à 0,24% en 2025



La RDI

Les dépenses publiques sont passées de 0,10% du PIB en 2000 à 0,33% en 2019

Les dépenses ne connaîtraient qu'une progression mesurée entre 2021 à 2025, à peine supérieure à l'inflation attendue et nettement inférieure à la croissance du PIB

	2021	2022	2023	2024	2025	Croissance
Total de la recherche dans le budget pluriannuel	207,9	217,8	221,0	235,4	246,8	4,4%
Total de la recherche via les Fonds spéciaux	108,5	135,3	137,4	117,4	117,4	2,0%
Total enseignement supérieur et Université	378,7	402,5	407,9	416,1	423,6	2,8%
TOTAL GENERAL	695,1	755,6	766,4	768,9	787,9	3,2%

Que prévoit le budget au niveau de ces conditions ?

18.11.2021

Les axes de la diversification économique

La croissance moyenne des dépenses en lien avec la diversification se limiterait à un peu plus de 1% par an de 2021 à 2025, avec à la clef une réduction des dépenses des secteurs par rapport au PIB

des crédits totaux en faveur de la diversification peu dynamiques

	2021	2022	2023	2024	2025	Croissance
Dépenses générales ciblant explicitement la diversification	66,2	88,7	70,7	69,0	38,0	-12,9%
Logistique	12,8	13,2	11,3	12,3	13,0	0,4%
Société de l'information, ICT et données, digital	204,5	235,4	242,2	240,7	243,9	4,5%
Economie circulaire	4,5	5,4	5,9	5,9	5,9	7,0%
Spatial	7,0	17,4	20,4	21,1	21,4	32,2%
Energie	29,2	31,8	31,3	32,5	32,0	2,3%
Tourisme	13,4	14,8	14,8	14,7	15,3	3,4%
Santé	17,0	18,7	26,7	25,3	26,2	11,5%
Mobilité	18,3	14,2	24,8	25,2	26,9	10,1%
Autres	19,5	18,7	19,4	19,8	20,2	0,9%
TOTAL GENERAL	392,5	458,4	467,4	466,6	442,8	3,1%

0,57% du PIB

0,54% du PIB

Que prévoit le budget au niveau de ses conditions ?

18.11.2021

L'attractivité et la fiscalité

2 mesures transversales avec impacts budgétaires potentiels, mais avec effet d'entraînement et de volume très favorables, que la Chambre de Commerce recommande



Diminution du taux d'impôt sur le revenu des collectivités en visant le taux médian européen de 21%

- ! Environnement fiscal international incertain aux impacts concrets difficiles à évaluer et à estimer à ce stade



Introduction progressive d'un mécanisme de super-déduction pour soutenir fiscalement les entreprises qui investissent dans des domaines clés tels que l'innovation et la recherche et développement, la transformation énergétique et environnementale et la transformation digitale et technologique



2. La transition digitale

« La digitalisation est en marche de manière inexorable et apporte avec elle son lot de défis et d'opportunités pour notre société et notre économie »

- caractère transversal du thème
- priorité majeure du pays
- création d'un Ministère pour coordonner les différentes initiatives, mais l'ensemble des Ministères désireux de développer des stratégies numériques ou des actions en vue d'une digitalisation accrue, peuvent y allouer des crédits

Que prévoit le budget au niveau des projets ?

18.11.2021

Ministère de la Digitalisation

Stratégie « Gouvernance électronique 2021-2025 »

Plan d'action national pour l'inclusion numérique

Soutien à l'innovation, via notamment son GovTech Lab

Ministère d'État via son Service des médias et des communications

Digital Luxembourg

Stratégie nationale pour les réseaux de communications électroniques à ultra-haut débit

Poursuite du déploiement de la 5G

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Digital(4)Education

Que prévoit le budget au niveau des projets ?

18.11.2021

Ministère de l'Économie

Favoriser la digitalisation de tous les secteurs de l'économie et de l'industrie afin de tendre vers une « data-driven economy »

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Programmes spécifiques de reconversion professionnelle

Ministère de la Santé, via son agence eSanté

Stratégie eSanté

Ministère des Finances

Digitalisation des administrations fiscales

Ministère de la Fonction publique, via l'INAP

Académie digitale pour la formation continue des agents de l'État

Des moyens à la hauteur des ambitions ?

18.11.2021

La période de Covid-19 a grandement marqué les activités de digitalisation en 2020



Mais le Luxembourg comptabilisait pas moins de 31.049 agents de l'Etat au 31 décembre 2020 - seulement 38% disposent d'un accès VPN

Mais ne représentent que 1/3 des 700.000 accédants potentiels

Les limites de la digitalisation : 15 millions de pages imprimées et 11 millions d'enveloppes ont été transmises aux citoyens

une digitalisation à poursuivre et à accélérer

Des moyens à la hauteur des ambitions ?

18.11.2021

En milliers
EUR et %

	Budget 2021	Projet 2022	Prévisions 2023	Prévisions 2024	Prévisions 2025
Ministère de la Digitalisation - dépenses courantes	188 702	212 015	214 705	216 178	218 399
Section 24.0 — Digitalisation	7 275	8 860	9 204	9 305	9 457
<i>p/r dépenses courantes Ministère de la Digitalisation</i>	<i>3,9%</i>	<i>4,2%</i>	<i>4,3%</i>	<i>4,3%</i>	<i>4,3%</i>
TOTAL "RUN"	3 917	4 953	5 047	5 148	5 300
<i>p/r dépenses de la section 24.0 Digitalisation</i>	<i>53,8%</i>	<i>55,9%</i>	<i>54,8%</i>	<i>55,3%</i>	<i>56,0%</i>
TOTAL "CHANGE"	3 350	3 900	4 150	4 150	4 150
<i>p/r dépenses du Ministère de la Digitalisation</i>	<i>1,8%</i>	<i>1,8%</i>	<i>1,9%</i>	<i>1,9%</i>	<i>1,9%</i>
<i>p/r dépenses de la section 24.0 Digitalisation</i>	<i>46,0%</i>	<i>44,0%</i>	<i>45,1%</i>	<i>44,6%</i>	<i>43,9%</i>

- Les dépenses courantes totales du Ministère de la Digitalisation ne représentent que 1,1% des dépenses courantes totales de l'Etat central et progression atone jusqu'en 2025
- Moins de 5% des dépenses pour la section « Digitalisation », qui compile les dépenses visant notamment à « *soutenir la transformation numérique du Luxembourg* »
- 55% des dépenses de la section « Digitalisation » peuvent être qualifiées de dépenses courantes (« run »), laissant à peine 45% des moyens, déjà faibles, pour de véritables initiatives en lien avec la thématique (« change »)

Des moyens à la hauteur des ambitions ?

18.11.2021

	Budget 2021	Projet 2022	Prévisions 2023	Prévisions 2024	Prévisions 2025
Ministère de la Digitalisation - dépenses courantes	188 702	212 015	214 705	216 178	218 399

En milliers
EUR et %

Section 24.1 — Centre des technologies de l'information de l'Etat	181 427	203 155	205 501	206 873	208 942
<i>p/r dépenses courantes Ministère de la Digitalisation</i>	<i>96,1%</i>	<i>95,8%</i>	<i>95,7%</i>	<i>95,7%</i>	<i>95,7%</i>

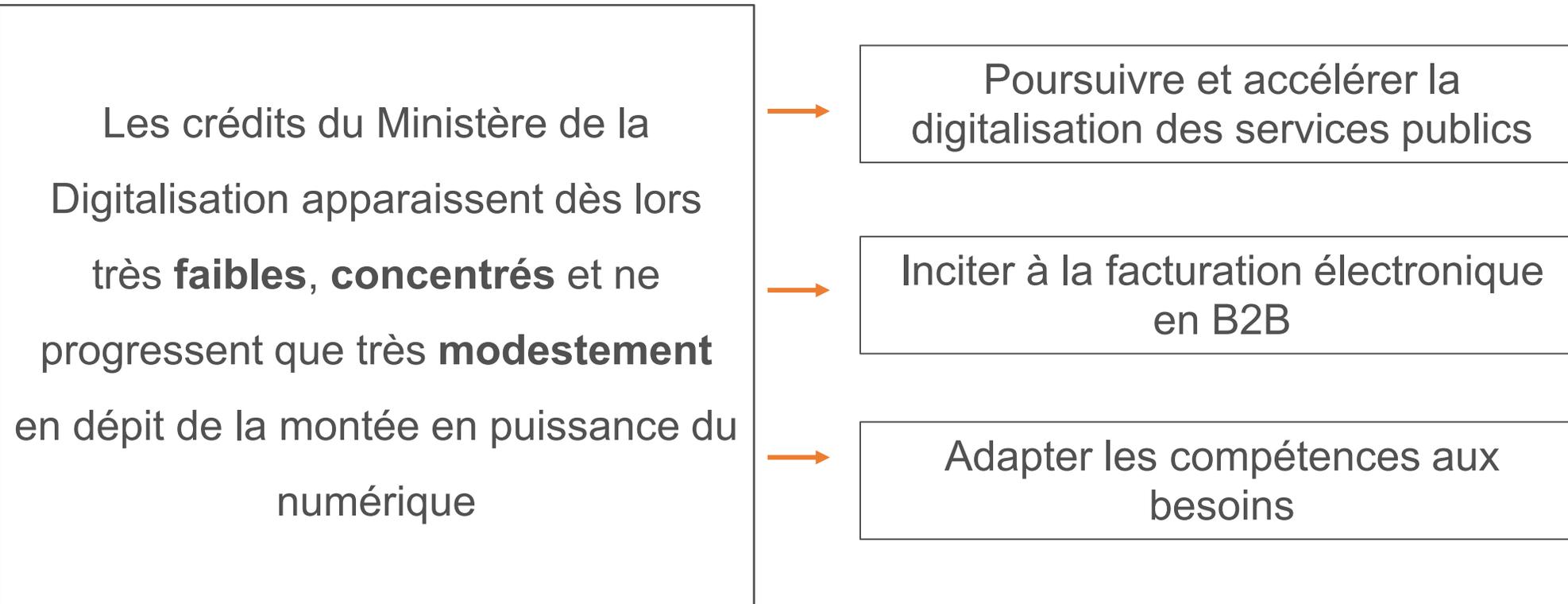
Rémunération du personnel	39 758	49 086	50 431	51 802	53 869
<i>p/r dépenses de la section 24.1 CTIE</i>	<i>21,9%</i>	<i>24,2%</i>	<i>24,5%</i>	<i>25,0%</i>	<i>25,8%</i>
Indemnités des ouvriers au service de l'Etat dans le cadre d'un contrat d'apprentissage	63	63	64	65	66
TOTAL "RUN"	39 821	49 149	50 495	51 867	53 935
<i>p/r dépenses de la section 24.01 CTIE</i>	<i>21,9%</i>	<i>24,2%</i>	<i>24,6%</i>	<i>25,1%</i>	<i>25,8%</i>

Dotation dans l'intérêt du fonctionnement du CTIE*	141 600	154 000	155 000	155 000	155 000
TOTAL "CHANGE"	141 600	154 000	155 000	155 000	155 000
<i>p/r dépenses du Ministère de la digitalisation</i>	<i>75,0%</i>	<i>72,6%</i>	<i>72,2%</i>	<i>71,7%</i>	<i>71,0%</i>
<i>p/r dépenses de la section 24.01 CTIE</i>	<i>78,0%</i>	<i>75,8%</i>	<i>75,4%</i>	<i>74,9%</i>	<i>74,2%</i>

➤ Une dotation dans l'intérêt du fonctionnement du CTIE de l'ordre de 155 millions d'euros, faible « pour garantir une digitalisation rapide et efficace des services publics au Luxembourg »

Des moyens à la hauteur des ambitions ?

18.11.2021





3. La transition environnementale et énergétique

Tant le discours sur l'État de la Nation que celui lors du dépôt du budget le 13 octobre confirment que la lutte contre le changement climatique ainsi que la transition environnementale et énergétique se situent au tout premier ordre des priorités gouvernementales, mais ...



une ambition suivie de moyens suffisants ?



une action coordonnée ?

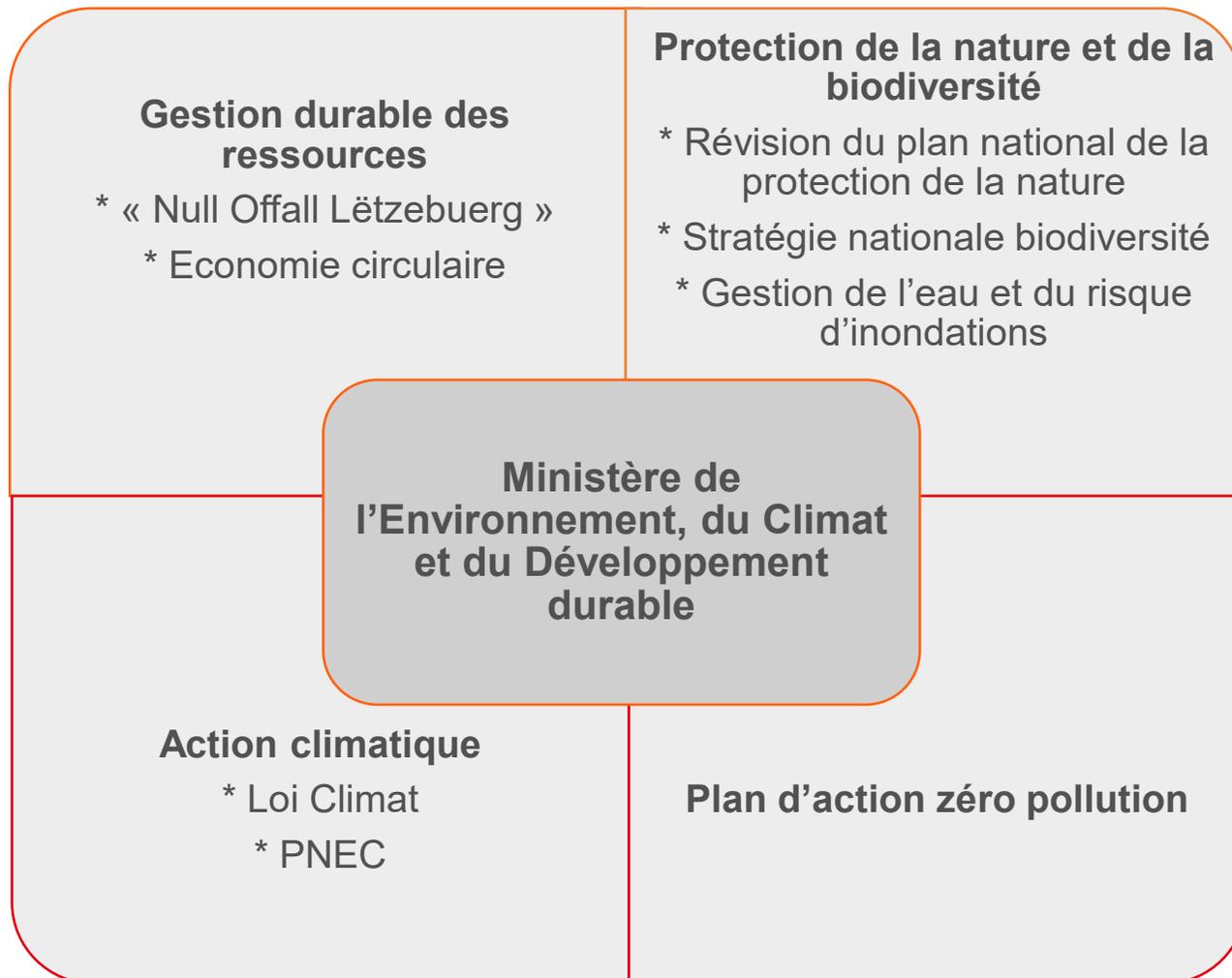


la prise en compte suffisante des 3 piliers du développement durable ?

Que prévoit le budget au niveau des projets ?

18.11.2021

Les projets en matière d'environnement et de climat



Prolongation de certains régimes d'aides pour la promotion de la durabilité dans les domaines du logement et des véhicules routiers

Mise en œuvre du plan d'implantation général pour l'infrastructure publique liée à la mobilité électrique

Que prévoit le budget au niveau des projets ?

18.11.2021

Les projets en matière de transports



Des moyens à la hauteur des ambitions ?

18.11.2021

Investissements **environnementaux et climatiques**

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Projet de budget pour l'exercice 2021 ¹⁰³	405	533	547	/	/	/	/
Projet de budget pour l'exercice 2022	445	563	733	765	859	975	894
Evolution	+40 (+9,8%)	+30 (+5,6%)	+186 (+34%)	/	/	/	/

Dépenses en lien avec le **PNEC**

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Projet de budget pour l'exercice 2021	1.066,2	1.111,0	1.156,2	1.220,5	1.257,4	/
Projet de budget pour l'exercice 2022	/	1.731,8	1.872,7	1.991,9	2.152,2	2.085,9
Evolution	/ (/)	+620,8 (+55,9%)	+716,5 (+62,0%)	+771,4 (+63,2%)	+894,8 (+71,2%)	/ (/)

Deux types de dépenses aux conclusions similaires :

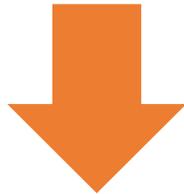
hausse des dépenses budgétisées, mais pas de ventilation détaillée et désagrégée des investissements

Des moyens à la hauteur des ambitions ?

18.11.2021

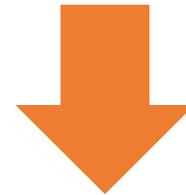
CHAMBER OF COMMERCE

Dépenses de certains **fonds spéciaux de l'Etat** en hausse



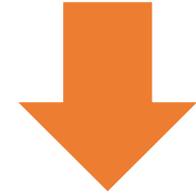
Fonds pour la protection de l'environnement

Dépenses de plus **70 millions d'euros** pour chaque exercice, contre **24,5 millions d'euros** par an de 2022 jusqu'à 2024 selon la LPFP 2020-2024



Fonds climat et énergie

Pour les années 2023 et 2024, montant cumulé des dépenses selon le PLPFP 2021-2025 de **602,8 millions d'euros** contre **430,3 millions d'euros** selon la LPFP 2020-2024, soit une hausse de 40%



Fonds du rail

Dépenses d'investissement de **1,2 milliard d'euros** pour la période 2021-2024, dans la continuité des montants budgétisés par la LPFP 2020-2024

Des moyens à la hauteur des ambitions ?

18.11.2021

Quid de la flambée récente et persistante des **prix de l'énergie** et de possibles mesures de soutien aux entreprises ?

Quid de la création d'un **fonds de préfinancement et de gestion des risques** (« de-risking ») ?

Quelques lacunes et grands absents à la lecture des dépenses programmées

Quid de la mise en œuvre concrète de la **stratégie hydrogène** ?

Quid de l'adaptation de la **taxe CO₂** et de possibles exemptions, ainsi qu'une vision à long terme de sa trajectoire ?

Quid de la mise en œuvre concrète d'un **pacte climatique pour les entreprises**, comprenant des aides directes et des mesures fiscales incitatives ?



Se mobiliser aujourd'hui pour ne pas subir demain

- La sécurité sociale en général, et les pensions du régime général en particulier, constituent le talon d'Achille des finances publiques luxembourgeoises
- Le Luxembourg fait face à des défis multiples, largement simultanés et souvent imbriqués, et les réponses adressées sont fragiles
 - Défis sur lesquels la Chambre de Commerce alerte depuis longtemps
- Le Luxembourg doit veiller plus que jamais à la « qualité » des dépenses publiques
 - Annonces ambitieuses, mais crédits budgétaires qui le sont moins
 - Investissements dans l'avenir versus dépenses courantes
 - Dépenses incompressibles

MERCI DE VOTRE ATTENTION